

RAPPORT D'ACTIVITES **2014**



pS-Eau

programme
Solidarité-Eau

Sommaire

1. Qui sommes-nous ?

Nos actions : comprendre, appuyer, partager	6
Une dynamique d'acteurs en réseau	8
Des valeurs, des principes d'intervention	9

2. Nos actions en 2014

Recherche et Développement	11
Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale (CDNG)	14
Communication et plaidoyer	32

3. Budget et organisation

L'évolution des sources de financement	44
Le conseil d'administration du pS-Eau	46
L'équipe d'animation du pS-Eau en 2014	47

1984-2014

30 ans d'engagement et de partenariats



En 2014, le pS-Eau a fêté ses 30 ans ! Depuis la décennie de l'eau, le pS-Eau a accompagné les changements en poussant à contribuer, plus et mieux, à l'accès aux services de base dans les PED. Ce travail, qui a abouti à la réalisation de plusieurs programmes de recherche-action sur l'eau potable, l'assainissement et les déchets, a mobilisé plusieurs centaines de chercheurs, Ong, collectivités locales et décideurs du Nord et du Sud. Il a mis en avant le rôle des collectivités territoriales et leur indispensable soutien.

Il apparaît maintenant nécessaire d'associer les Ong aux réflexions sur

les grandes orientations à prendre, de bénéficier d'une structure commune de représentation pour participer aux réunions internationales, et de s'appuyer sur la reconnaissance du droit à l'eau pour augmenter les efforts des Etats et des institutions financières.

Sans cet élan, des outils financiers comme la « Facilité Eau » (mise en place par l'UE), le 1 % solidaire de la loi Oudin-Santini et les fonds mobilisés par les collectivités, les syndicats et les agences de l'eau (près de 30 millions d'euros annuels), n'auraient sans doute pas été possibles.

La solidarité des Français ne s'est pas démentie et l'aide apportée augmente

chaque année. Mais cette solidarité est insuffisante puisqu'en 2014 l'APD française est tombée à 0,36%, loin de l'engagement d'atteindre les 0,7 % fin 2015.

Le réseau pS-Eau continue donc d'assurer sa mission, avec toujours autant de détermination. Il n'est certes pas le seul à porter ces messages ; mais son action dans le monde francophone pour inciter tous les acteurs à travailler ensemble, appuyer les maîtres d'ouvrages locaux, accorder la priorité aux savoir-faire, est unanimement reconnue pour son sérieux, sa constance et son efficacité.

René Ala, président de l'association jusqu'à cette année, a permis au pS-Eau d'obtenir la reconnaissance dont il bénéficie désormais. Après 14 années de mandat actif, René Ala a laissé sa place à Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot, élu président du pS-Eau suite au conseil d'administration et lors de

l'assemblée générale annuelle le 19 juin 2014. Jacky Cottet a dans le même temps été élu vice-président au sein du bureau du pS-Eau. Cette nouvelle gouvernance va poursuivre et amplifier les orientations prises.

Le conseil d'administration du pS-Eau, et toute l'équipe exécutive remercient René Ala pour son engagement, sa disponibilité et sa clairvoyance pendant ses années de présidence. Il a su mettre au service de tous sa diplomatie et son savoir être. Nous sommes heureux qu'il ait accepté de devenir président d'honneur et de confirmer ainsi son attachement à notre mission.

Pierre-Marie Grondin,
directeur du pS-Eau



Qui sommes-nous ?



Nos actions

comprendre, appuyer, partager

Un réseau au service de la solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, sous l'impulsion d'Huguette Bouchardeau, alors ministre française de l'Environnement, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (Diepa). L'objectif affiché était de soutenir des initiatives locales françaises de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de leur conférer une cohérence d'ensemble. Le programme a été soutenu par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, mais aussi le ministère en charge de l'Environnement, ainsi que celui de l'Emploi et de la Solidarité.

Le paysage français de la coopération internationale et décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est caractérisé par un grand nombre d'acteurs extrêmement divers.

Depuis 30 ans, le pS-Eau accompagne cette dynamique, favorise les échanges entre ces acteurs, quantifie, suit et valorise la richesse des actions de solidarité internationale menées par les collectivités locales

et les ONG françaises, en améliore la cohérence et la pertinence.

La mission première du pS-Eau, l'aide à la conception de projet, au montage d'actions eau et assainissement et à la mobilisation de financements, lui permet de disposer d'une vision continue et globale des programmes en cours, et des besoins d'appui des collectivités et ONG françaises.

La solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ne cesse de s'accroître et les enjeux évoluent, passant de la simple réalisation d'un point d'eau dans les années 1980, à la définition, aujourd'hui, de modes de gestion de systèmes de production d'eau potable qui associent usagers, collectivités locales et opérateurs privés.

Face à cette évolution, le pS-Eau a modifié et complété ses méthodes d'appui. Il n'ac-

Un objectif

Améliorer la qualité et la quantité des initiatives locales de coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement

compagne plus seulement les acteurs locaux de la coopération décentralisée ; il explore également les enjeux de demain, perceptibles aujourd'hui, pour produire des outils et méthodologies d'intervention directement applicables sur le terrain.

Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs du secteur, aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations, du plus modeste des acteurs aux porteurs de projets les plus ambitieux.

Trois axes de travail

- **Une mission de recherche et développement** : pour améliorer la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur eau potable et assainissement.
- **Une mission d'appui-conseil** : pour renforcer les compétences des acteurs et améliorer la cohérence des actions.
- **Une mission de communication et de plaidoyer** : pour diffuser des outils, animer des débats, et accroître la mobilisation des acteurs locaux.

C'est pour garder cette neutralité, importante pour le fonctionnement d'un réseau, que le pS-Eau n'a jamais eu vocation à financer ou conduire de projets sur le terrain.

Découvrez notre nouvelle plaquette !



Afin de renforcer notre visibilité et d'améliorer la compréhension de ce qu'est le pS-Eau, une nouvelle plaquette 3 volets a été réalisée en 2014.

- www.pseau.org/fr/presentation

Une dynamique d'acteurs en réseau

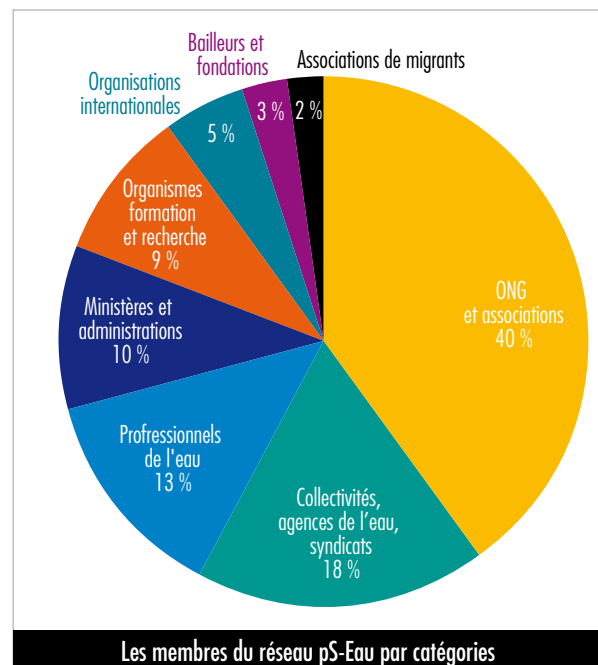
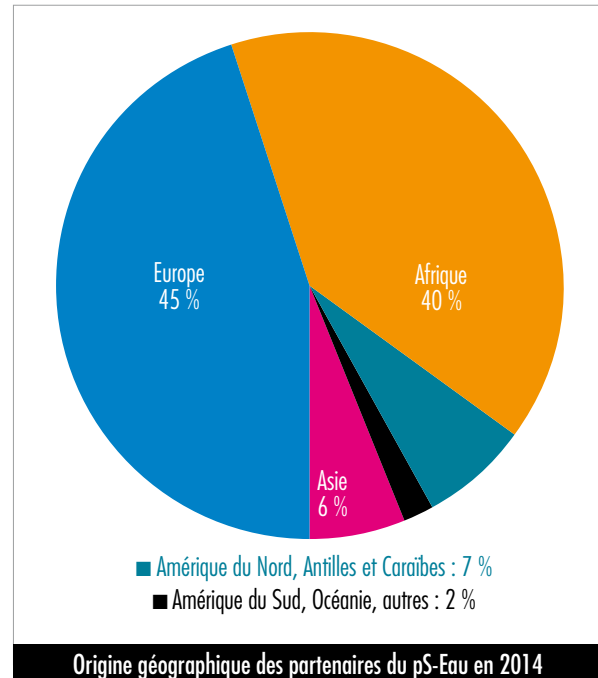
Le pS-Eau est un réseau multi-acteurs unique ouvert à tous les organismes qui interviennent dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la solidarité, dans tous les pays : Etats et établissements sous tutelle, collectivités territoriales, agences de l'eau, organisations de solidarité internationale, associations de migrants, bureaux d'études, entreprises de l'eau, fondations, organismes de formation et de recherche, etc.

En 2014, le pS-Eau dispose de plus de 29 000 correspondants, répartis en deux catégories :

- les acteurs (dont ses membres adhérents) avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues (appui-conseil personnalisé, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc.) ;
- les acteurs auprès desquels le pS-Eau diffuse régulièrement des informations ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.).

Les membres du réseau pS-Eau sont répartis à 85 % en Europe et en Afrique. Les pays au cœur de l'activité du pS-Eau sont la France, où 11 000 contacts représentent 34 % du répertoire, et les pays d'Afrique de l'Ouest, où 8 000 contacts constituent 24 % du répertoire.

En France comme en Afrique, les membres du réseau pS-Eau sont des ONG, des associations de développement et des collectivités locales. Cette configuration s'accorde au mandat fondateur du pS-Eau : l'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.



L'originalité et la plus-value du réseau pS-Eau résident avant tout dans la diversité des membres qui le constituent : il en résulte une capacité de mobilisation d'expertise et d'expériences qui couvre l'ensemble des thématiques liées à l'eau potable et à l'assainissement.

Des valeurs

des principes d'intervention

En provoquant des collaborations et des échanges, le pS-Eau permet de passer de la « bonne idée » ou de l'envie d'agir à un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.

La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies. Ainsi, les adhérents au pS-Eau partagent tous un ensemble de valeurs et d'objectifs communs :

- ❶ susciter l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau ;
- ❷ favoriser la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau ;
- ❸ participer à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine ;
- ❹ faciliter le financement de programmes et projets en faveur des populations les plus pauvres ;
- ❺ organiser la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique ;
- ❻ promouvoir la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public ;
- ❼ proposer l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous.

La diversité des initiatives de coopération internationale est une richesse que seule une large concertation peut enrichir et mettre en valeur.



Nos actions
en 2014

Recherche & Développement

Améliorer l'accès à la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement

Les activités R&D du pS-Eau ont vocation à mieux comprendre et à améliorer l'accès à la connaissance des thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, sur tous leurs aspects, techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socio-économiques. Suivies par un comité scientifique, ses activités se déclinent autour de trois axes :

- assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement ;
- approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche ;
- diffuser les enseignements de la recherche dans le cadre d'actions opérationnelles sur le terrain.

Etude sur les services d'assainissement par mini-égout

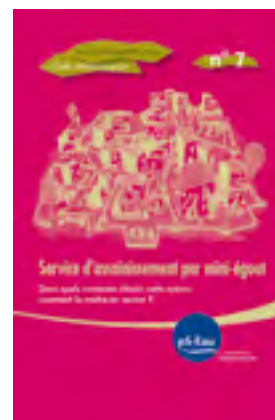
En 2014, Le pS-Eau a finalisé l'étude engagée en 2012 avec l'appui du Siaap, de l'AESN et de l'AFD sur les systèmes d'assainissement par mini-égouts.

Suite à l'atelier qui s'est tenu sur ce thème à Dakar en 2013, une rencontre de partage des enseignements de l'étude a été organisée à l'AFD en février 2014.

Outre les rapports d'études, un guide méthodologique « *Service d'assainissement par mini-égouts. Dans quels contextes choisir cette option et comment la mettre en œuvre ?* » a été réalisé et diffusé en versions française et anglaise.

L'ensemble des rapports de l'étude et le guide sont disponibles sur le site internet du pS-Eau.

- www.pseau.org/mini-egouts



Formation des partenaires africains

Formations sur la planification et l'assainissement

En 2014, le pS-Eau a organisé 3 formations à l'attention des partenaires africains :

- formation à l'élaboration de stratégies municipales concertées pour l'eau potable et l'assainissement, à Niamey au Niger, en partenariat avec l'Association des municipalités du Niger, en février 2014 ;
- formation sur l'assainissement, à Ouagadougou en février 2014, en partenariat avec 2IE ;
- formation sur l'assainissement, à Yaoundé, au Cameroun, en partenariat avec le Programme national de formation aux métiers de la ville (PNFMV) de CVUC (Communes et Villes Unies du Cameroun), en septembre 2014.

Une convention est envisagée entre le PNFMV et le pS-Eau pour pérenniser cette première session et organiser d'autres formations dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement.



Formation sur l'assainissement à Yaoundé en septembre.

Formation au traitement et à la conservation de l'eau

En collaboration avec le CAWST (Centre for Affordable Water and Sanitation Technology), le pS-Eau a organisé deux formations en ligne sur les dispositifs de conservation et de traitement de l'eau à domicile. Ces deux sessions ont touché un public francophone de plus de 100 personnes.

Tests des normes ISO 24510/1/2

Le pS-Eau a été impliqué dans le comité technique ISO 224 (présidé par la France depuis sa création) pour veiller à ce que les trois normes relatives à l'amélioration de la gouvernance de services d'eau et d'assainissement prennent bien en compte la problématique spécifique aux pays en développement. Les trois normes ont été adoptées en 2007. Depuis, le pS-Eau poursuit sa démarche de diffusion et d'accompagnement de leur application en Afrique. Depuis 2011, il a été officiellement chargé par le Comité technique ISO 224 d'assurer une capitalisation des expériences d'application de ces normes dans des contextes de développement. En 2014, le pS-Eau a mis l'accent sur l'accompagnement de la démarche de test des normes engagée par la ville de Parakou au Bénin avec l'appui de la ville d'Orléans, tout en assurant un suivi des autres travaux du comité technique.



Suivi-évaluation des services

Du 7 au 9 avril 2014 s'est tenu à Ouagadougou le séminaire international « *Suivi-évaluation des services locaux d'eau potable et d'assainissement dans les zones rurales et les villes secondaires* », coorganisé par l'IRC et le pS-Eau. Cet événement bilingue a réuni plus de 200 personnes qui ont dressé un état des lieux sur les questions de monitoring au niveau local, en soulignant les avancées réalisées mais aussi les progrès qu'il reste à faire.

● www.pseau.org/fr/ouaga2014

Ressources, la revue bibliographique

Deux numéros de *Ressources*, la revue bibliographique du pS-Eau, ont été réalisés et édités en 2014. Cette revue analyse une sélection d'ouvrages et d'articles issus de la littérature francophone et anglophone. Elle est diffusée, en français et en anglais, par e-mail et sur le site du pS-Eau.

● www.pseau.org/fr/biblio-ressources

Animation du groupe de travail Assainissement

Le pS-Eau a poursuivi l'animation du groupe de travail Assainissement du Partenariat français pour l'eau (PFE). Il participe aussi très activement aux groupes de travail « Accès à l'eau » et « Post-2015 ». Il a contribué aux propositions élaborées au sein du PFE à l'attention du ministère français des Affaires étrangères, participé aux consultations organisées par celui-ci et mobilisé les membres du réseau pS-Eau pour soutenir un objectif « Eau et assainissement ».

La gestion des eaux pluviales urbaines

Dans le contexte actuel de changements climatiques, et face à l'augmentation de la fréquence et de la violence des épisodes pluvieux dans certaines régions du Sud (notamment en Afrique), de nombreux élus et acteurs du développement appellent à l'élaboration d'approches structurées et adaptées au contexte des pays concernés, pour gérer durablement les eaux pluviales et réduire leurs impacts dommageables, en particulier dans les grands centres urbains. En 2014, le pS-Eau a réalisé une fiche de synthèse pour mobiliser des partenaires financiers afin de monter un programme de recherche sur ce thème.

● **Christophe Le Jallé** : le-jalle@pseau.org

Appui-Conseil

Renforcer les compétences des acteurs du secteur de l'eau potable et de l'assainissement, améliorer la cohérence des actions

En France comme dans les pays en développement, les acteurs locaux engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont de plus en plus nombreux et diversifiés. En France, la promulgation de la loi Oudin-Santini a facilité l'implication de nouveaux acteurs (collectivités territoriales, agences de l'eau, associations, ONG, fondations, etc.) sur des projets de plus en plus ambitieux et dont l'efficacité est étroitement liée à :

- la capacité des acteurs à concevoir, sélectionner et/ou mettre en œuvre des actions de qualité ;
- la mise en cohérence de l'ensemble des actions entreprises, en particulier vis-à-vis des cadres sectoriels et stratégies de développement des pays d'intervention.

L'équipe Appui-conseil a continué cette année à répondre aux sollicitations des porteurs de projets et a poursuivi le développement de ses cadres de concertation « pays » qui ont démontré leur pertinence.

L'accompagnement des acteurs français

L'accompagnement des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale (CDNG) intervenant dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement est le cœur du travail du pS-Eau. Cet accompagnement vise à renforcer la coopération de proximité, à la rendre plus efficace, plus cohérente avec les cadres d'intervention nationaux et compatible avec les aides multilatérales et bilatérales dont elle constitue un complément indispensable. Cela concerne les acteurs non gouvernementaux (associations de



solidarité internationale, associations de migrants, ONG, collectivités territoriales et leurs groupements, agences de l'eau, fondations), en tant que porteurs de projets ou en tant que partenaires financiers.

Les porteurs de projets peuvent être accompagnés à différents stades : lors de la conception du projet (appui technique et méthodologique), au niveau de son montage (pour identifier les partenaires techniques et financiers, formuler une demande de financement), ou encore au niveau du suivi du projet et du suivi post-projet.

L'accompagnement des partenaires financiers peut comprendre la définition d'une stratégie d'intervention (où intervenir, quelles actions financer, etc. ?) et la façon de la mettre en œuvre (comment appliquer la loi Oudin, animer un comité d'instruction, évaluer un projet *ex-ante*...).

Activités menées dans le cadre de l'accompagnement des acteurs français

- Accueil (téléphone, mail, entretien) de près de 160 acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.
- Accompagnement de collectivités et acteurs associatifs pour solliciter les fonds de soutien publics ou privés et répondre aux appels à projets européens, nationaux et locaux.
- Accompagnement des acteurs (agence des microprojets, Grand Lyon, communauté urbaine de Bordeaux, Pays de la Loire) dans la mise en œuvre de leur fonds de soutien, notamment par un appui à l'instruction de projets.
- Travail d'accompagnement spécifique des associations de migrants notamment d'origines malienne et sénégalaise.
- Organisation de réunions techniques à Paris et en régions, pour informer les acteurs sur des thèmes spécifiques.
- Organisation de réunions d'information à destination des collectivités locales sur la mise en application de la loi Oudin-Santini et le pilotage de projets de coopération décentralisée.
- Participation aux groupes pays de Cités Unies France et apport de contributions sur les politiques sectorielles de l'eau et de l'assainissement dans différents pays.

Outils et méthodes pour agir

Les guides méthodologiques

En 2014, le pS-Eau a mis à jour, maqueté et diffusé deux outils méthodologiques, en prenant en compte le retour des partenaires consultés pour la relecture des premières éditions. Présentés sous la forme de questions à se poser avant d'agir, ces guides s'adressent aux acteurs de la coopération décentralisée et aux organisations non gouvernementales pour les accompagner dans la conception de projets d'accès à l'eau et à l'assainissement.

- **Développer les services d'eau potable**

- 18 questions pour agir

Collection Outils & Méthodes – Les Essentiels, 100 pages

www.pseau.org/fr/nos-publications-reference

- **Développer les services d'assainissement**

- 16 questions pour agir

Collection Outils & Méthodes – Les Essentiels, 84 pages

www.pseau.org/fr/nos-publications-reference



En partenariat avec Centraider, formation au bénéfice de porteurs de projets, à Orléans en mai 2014.

Les modules de formation

Sur la base de ces deux guides méthodologiques, le pS-Eau a proposé des modules de formation destinés aux porteurs de projets de solidarité internationale dans les domaines de l'assainissement et de l'eau potable. Cette activité s'est particulièrement développée en 2014 avec la tenue de sessions dans différentes régions (Bretagne, Centre, Rhône-Alpes, Pays de La Loire) organisées systématiquement en lien avec des partenaires locaux.

Les groupes de travail

2014 a également été marquée par le lancement de différents groupes de travail dont l'objectif était d'approfondir avec les acteurs français de coopération les problématiques auxquelles ils sont confrontés. Les échanges feront l'objet, pour chaque thème, d'un document de capitalisation enrichi des expériences de chacun.

● La maîtrise d'ouvrage locale

Suite à une étude préalable intitulée « *Maîtrise d'ouvrage des services publics d'eau et d'assainissement, quels besoins en termes de renforcement des capacités ?* », le pS-Eau a animé un groupe de travail. Il a rassemblé une dizaine de collectivités et ONG françaises intervenant en appui aux maîtres d'ouvrage locaux des services d'eau potable et d'assainissement. Il s'agissait de :

- préciser les besoins en renforcement des acteurs en charge de la maîtrise d'ouvrage ;
- répertorier les modalités d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

Ces échanges ont dégagé des repères pour l'action, qui seront utiles aux acteurs de coopération pour définir et mettre en œuvre une stratégie d'appui à la maîtrise d'ouvrage locale des services d'eau potable et d'assainissement.

● **Béatrice Tourlonnias** : tourlonnias@pseau.org

● Le suivi-évaluation adapté aux partenaires financiers

De nombreux financeurs de projets manifestent leur volonté d'améliorer leurs connaissances et de mieux apprécier la qualité des actions qu'ils financent. Pour répondre à cette préoccupation, le pS-Eau a constitué et animé un groupe de travail comprenant un noyau dur de 8 structures (4 collectivités, une fondation d'entreprise et 3 organismes publics), avec pour objectifs de :

1. présenter l'intérêt des dispositifs de suivi-évaluation pour un partenaire financier et les décliner en outils ;
2. échanger sur les pratiques, expériences et outils actuels ;
3. formuler des recommandations applicables par les partenaires.

A l'issue de ce travail collaboratif (5 réunions organisées), un document de recommandations à l'usage des partenaires financiers de projets E&A sera diffusé et les enseignements seront restitués lors d'un atelier national.

● **Philippe Mouton** : mouton@pseau.org

● **Vincent Dussaux** : dussaux@pseau.org



● Eau, énergie et développement durable

Les préoccupations dictées par les enjeux de développement durable et le souci de maîtriser les coûts d'exploitation face au renchérissement du prix du gasoil contribuent à étudier de près l'option solaire pour le pompage des eaux destinées à l'approvisionnement en eau de boisson, mais aussi pour le développement des activités maraîchères. D'autant que la technologie du photovoltaïque a beaucoup progressé récemment en termes de performance technique et de réduction des coûts, à l'investissement initial comme en termes de charge d'exploitation.

Le pS-Eau, en lien avec l'Arene Île-de-France, a réuni un groupe d'opérateurs expérimentés sur ce thème. Leurs travaux et l'analyse d'un échantillon représentatif de projets ont conduit à la production d'un document synthétique de compréhension des enjeux énergétiques dans les projets d'accès à l'eau. Cette publication sera diffusée en 2015 à l'occasion du sommet de la COP 21.

Par ailleurs, le pS-Eau s'est mobilisé au sein du groupe de travail Eau et Energie du Partenariat français pour l'eau, et a participé aux séances préparatoires du colloque « eau et énergie » qui s'est tenu ensuite à Lyon en octobre en vue du Forum mondial de l'eau en Corée.

● **Guillaume Aubourg** : aubourg@pseau.org

Appui-conseil décliné en région

L'accompagnement des initiatives locales et l'animation à l'échelle des territoires se sont poursuivis en 2014. Les partenariats engagés avec des collectivités et agences de l'eau ont été confirmés avec la communauté urbaine de Lyon, la région Rhône-Alpes, les départements du Val-de-Marne et de l'Essonne, l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, et l'agence de l'eau Seine-Normandie, sur les territoires desquels des actions ont été conduites et de nombreux acteurs accompagnés.

Appui sur le bassin Rhône Méditerranée Corse

Le bassin Rhône Méditerranée Corse regroupe la quasi intégralité des territoires des régions Rhône-Alpes, Languedoc Roussillon et Franche Comté, l'intégralité de la région Paca et une partie de la région Bourgogne. Particulièrement dynamiques, ces territoires abritent un secteur associatif foisonnant (associations de bénévoles, comités de jumelage, associations de migrants, ONG spécialisées) et plus de 120 collectivités territoriales engagées sur des actions de coopération et de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Le pS-Eau accompagne cette dynamique territoriale sur le bassin depuis 2007. En



Réunion à l'antenne Lyon-Méditerranée entre des acteurs rhônalpins et le DRH de la région de Fatick au Sénégal, en juin 2014.

2009, l'antenne Lyon-Méditerranée a été créée pour offrir aux acteurs de coopération un appui de proximité de plus en plus affiné et adapté, et répondre au plus près de leurs attentes. Depuis 2012, elle compte deux salariés à temps plein.

La création de cette antenne à Lyon et la présence de salariés permanents du pS-Eau n'est possible que grâce aux partenariats initiés avec trois institutions particulièrement volontaires et impliquées en matière de coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement : le Grand-Lyon, la région Rhône-Alpes et l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Cette collaboration mutuelle, au service de la mobilisation des acteurs de coopération et du renforcement de leurs capacités d'agir, repose sur plusieurs axes structurants :

- l'accompagnement à l'élaboration de projets de coopération : en appui-conseil individuel, ou collectif (formations méthodologiques à la conception de projets) ;

- des animations locales de promotion de la solidarité internationale et de la loi Oudin-Santini ;
- la mobilisation de collectivités pour la mise en place d'une stratégie ou d'un projet de coopération ;
- des ateliers d'échanges d'expériences et de capitalisation des pratiques, avec entrée thématique ou géographique ;
- la production d'outils de communication et de sensibilisation ;
- des missions de suivi-évaluation de projets sur le terrain.

La stratégie du pS-Eau pour conduire à bien ces multiples activités repose sur un rapprochement et un maillage resserré avec différents types d'acteurs et de structures présents sur ces territoires : collectivités, réseaux régionaux multi-acteurs d'appui à la coopération, associations, secteur privé, société civile...

- **Philippe Mouton** : mouton@pseau.org
- **Sophie Charpentier** : charpentier@pseau.org

Appui en région Aquitaine

Des collaborations se sont renforcées avec deux acteurs aquitains : le conseil régional, à travers son adhésion au pS-Eau, et la communauté urbaine de Bordeaux, dans le cadre de son appel à projets Solidarité Eau avec la participation du pS-Eau au sein du comité de sélection.

Par ailleurs, un accord cadre a été signé entre le pS-Eau et Cap Coopération (réseau aquitain multi-acteurs) dans le but de développer et renforcer les initiatives aquitaines de coopération dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.



Forum de la solidarité et de la citoyenneté mondiale à Saint-Brieuc le 13 décembre 2014

En 2014, une rencontre d'informations et d'échanges auprès des collectivités territoriales a d'ores et déjà été organisée à Pessac, en partenariat avec le réseau régional multi-acteurs aquitain. Elle a réuni une quinzaine de collectivités engagées ou souhaitant s'engager qui ont pu s'informer et partager leurs expériences.

- **Sylvette Milin** : milin@pseau.org

Appui en région Bretagne

La présence du pS-Eau en Bretagne a facilité la tenue et l'animation de plusieurs rencontres sur le territoire régional en 2014.

- Conception et organisation d'un module spécifique de formation pour les universités d'été de la solidarité internationale organisés cette année en Bretagne par le Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid) et la Coordination des associations de solidarité internationale de Bretagne (Casi Bretagne). Le module monté en partenariat avec l'ONG Eau-Vive et Brest Métropole Océane a réuni plus de 40 participants à Rennes du 4 au 5 juillet.
- Animation d'une formation à Saint-Brieuc, en partenariat avec le Resia, sur la conception et le montage de projets en faveur de l'accès à l'eau dans les pays en développement à destination des associations costarmoricaines.

- Organisation d'un Jeudi du pS-Eau à Rennes sur l'assainissement et la valorisation agronomique et énergétique de ses produits dans les pays en développement.
- La contribution du pS-Eau au Forum de la solidarité et de la citoyenneté mondiale à Saint-Brieuc sur le changement climatique et la ressource en eau.
- Formalisation d'un partenariat entre le pS-Eau et la région Bretagne, dont les activités se dérouleront avec l'appui du

groupe Eau de la plateforme régionale ABCIS (Acteurs bretons de la coopération internationale et de la solidarité). Deux axes d'intervention ont été retenus : 1. le renforcement de l'engagement des collectivités bretonnes pour l'accès à l'eau et l'assainissement par l'organisation de réunions locales d'information et de mobilisation ; 2. l'amélioration des compétences des associations de solidarité internationale bretonnes par des actions de formation et d'appui conseil.

● Sylvette Milin : milin@pseau.org

Animation d'espaces de concertation sur des pays d'intervention privilégiés

Dans un objectif de partage d'expériences et de mise en cohérence des actions avec les cadres sectoriels nationaux des pays d'intervention, le pS-Eau anime des « réseaux-pays » sur les principaux territoires d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française : Madagascar, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Bénin, Maroc, Océan Indien.

L'animation de ces réseaux est réalisée en lien étroit avec les principaux acteurs intervenant dans chaque pays : services techniques des Etats, associations de municipalités, SCAC, agences de coopération, ONG spécialisées, etc.

Pour chaque réseau, l'animation consiste à :

- assurer le recensement des acteurs du secteur (porteurs de projets, partenaires techniques et financiers,

bureaux d'études, entreprises) et des projets menés. Les informations collectées sont accessibles dans une base de données sur le site web du pS-Eau. Le recensement quantitatif est dans certains cas complété par une analyse qualitative des actions de la coopération décentralisée et non gouvernementale française faisant l'objet de publications ;

- organiser des espaces d'échanges entre les intervenants, en France en présence de partenaires du Sud, et au Sud lorsque la demande le justifie ;
- assurer un dialogue régulier avec les autorités nationales en charge du secteur, axé sur la diffusion de la stratégie secto-

rielle nationale et sur la prise en compte et l'appui aux initiatives de la coopération décentralisée et non gouvernementale française ;

- diffuser régulièrement de l'information aux acteurs français intervenant dans le pays à travers des mailings, des newsletters et la tenue à jour de pages web consacrées à chaque pays ;
- réaliser des outils spécifiques à un pays (des guides ou des fiches techniques) pour faciliter l'intervention dans le secteur.

Par ailleurs, dans les zones secondaires d'intervention de la coopération française, le pS-Eau assure une veille sur les informations importantes et organise ponctuellement des réunions d'échanges ou des missions d'expertise en fonction de la demande (par exemple sur la Mauritanie, le Mexique et le Congo en 2014).



Les fiches Pays et Territoires

Les « fiches Pays » présentent de manière synthétique les informations essentielles à connaître avant d'intervenir dans le secteur eau et assainissement d'un pays donné. Une vingtaine de fiches sont désormais téléchargeables en ligne sur le site du pS-Eau. Elles portent sur les principaux pays d'intervention des acteurs français de coopération déjà cités, mais aussi d'autres pays : le Burundi, le Cambodge, le Cameroun, le Congo, l'Équateur, la Guinée, le Laos, la Mauritanie, la Palestine, la République démocratique du Congo (RDC), le Togo, et sur des territoires de l'Océan Indien (Grande Comore, Mohéli, Anjouan, La Réunion et Mayotte).

- www.pseau.org/pays

Un lien vers les pages du réseau Rural Water Supply Network (RWSN), qui diffuse des informations sur des pays anglophones que nous connaissons moins, complète cette gamme de ressources :

- www.rural-water-supply.net

MADAGASCAR

www.pseau.org/madagascar

Le réseau Ran'eau suscite un intérêt croissant

Depuis 2009, le Cite (ONG malgache) et le pS-Eau animent le réseau Ran'Eau. Ce modèle de réseau à « deux pieds » suscite un intérêt croissant car il permet le partage des connaissances et des moyens souhaité par tous au Nord comme au Sud. La diversité des actions menées en 2014, leurs liens avec des partenaires tant en Europe que dans l'Océan Indien montre la vigueur de l'existence de ce réseau. Publications, ateliers visites, évaluations de projets, base de données, chaque activité est partagée, coanimée par les partenaires du Sud et du Nord.

Dans ce cadre, du 21 juin au 4 juillet, le pS-Eau a accueilli une délégation malgache, composée de représentants du Cite, du chef du service assainissement du ministère de l'Eau, et du directeur de l'environnement et de l'urbanisme de la commune de Tamatave.

Un atelier d'échanges sur le thème de l'assainissement à Madagascar s'est tenu le 25 juin à l'agence de l'eau RMC, à Lyon. Il a réuni 30 participants qui ont débattu des axes stratégiques du secteur de l'assainissement dans ce pays, en s'appuyant sur des actions de coopération emblématiques.

La délégation a ensuite participé au Forum de l'action internationale des collectivités, organisé par Cités Unies France les 3 et 4 juillet.

En France, plusieurs échanges ont été organisés. Par exemple, le 20 novembre 2014 à Versailles, en partenariat avec le conseil général des Yvelines, une réunion d'information des acteurs yvelinois sur les enjeux de l'eau et de l'assainissement à Madagascar, a pris place dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale.

Plusieurs rencontres se sont également déroulées à Madagascar :

- le 24 septembre à Antananarivo, un groupe de travail a traité de la maîtrise d'ouvrage communale. La rédaction d'un cahier technique sur ce sujet est en cours ;
- le 8 octobre à Antsirabé, un atelier sur la qualité de l'eau a rassemblé plus de 80 participants, dont le secrétaire général du ministère de l'Eau et des représentants des collectivités, des ONG, des fabricants et des laboratoires d'analyses. Objectifs : relayer l'information sur les normes de potabilité et les moyens de mesurer la qualité de l'eau, échanger sur les expériences de chacun en matière de traitement de l'eau ;
- le 10 décembre à Antananarivo, un autre atelier sur les systèmes d'information a réuni plus de 70 acteurs intervenant dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement pour échanger sur les systèmes d'informations disponibles dans le secteur EAH et en discuter les usages, la synergie et les perspectives.

Deux ateliers régionaux ont été organisés à Madagascar, dans les antennes du Cite en collaboration avec les directions régionales du ministère de l'Eau. Le premier sur la gestion et la tarification des services d'eau potable et d'assainissement dans la région Sofia (le 6 mai 2014 à Antsohihy), le second sur la maîtrise d'ouvrage des services publics d'eau et d'assainissement



Deux cahiers techniques ont été publiés :

- sur la gestion intégrée des ressources en eau à Madagascar. Réalisé et diffusé en 2013, l'ouvrage a été maqueté et imprimé en 2014 ;
- sur la maîtrise d'ouvrage communale à Madagascar : rédaction en 2014, publication en 2015.

dans la région Diana (le 9 mai 2014 à Antsirananana).

A ces ateliers s'ajoutent en 2014 des réunions de groupes de travail sur les déchets (en juin), sur la maîtrise d'ouvrage communale (en octobre) et sur la qualité de l'eau (en décembre), à partir de thèmes identifiés à la demande des acteurs. Ces réunions sont organisées entre experts pour mieux préparer les ateliers techniques et approfondir les sujets évoqués précédemment.

En marge des ateliers techniques, des visites collectives ont rassemblé plus d'une cinquantaine de personnes. Ce type d'échanges sur le terrain répond à une forte demande des acteurs présents à Madagascar, pour apprécier de visu les bonnes et mauvaises pratiques, échanger

des conseils concrets et en tirer des leçons pour améliorer l'efficacité de leurs projets.

A chaque manifestation et/ou atelier technique organisé par le Cite, des journalistes sont invités : des articles et reportages sont ainsi diffusés à travers les medias (presse écrite et chaînes de télévision malgaches).

Plus de 40 organisations, Ong, collectivités, bureaux d'étude ont bénéficié de l'appui conseil du Cite tant en France qu'à Madagascar.

Comme chaque année, les fonds documentaires des 14 antennes du Cite sont renforcés. En 2014, une dizaine de nouveaux titres ont été affectés dans chaque antenne (publications Ran'Eau et pS-Eau, WaterAid, Medair), ainsi que des documents de référence (manuel de procédures, guides techniques, publications en ligne à télécharger ou imprimés...).

Le programme 2014 s'est clos par une rencontre institutionnelle le 10 décembre 2014 à Antananarivo, organisée en partenariat avec le ministère de l'Eau. Elle a regroupé plus de 70 participants issus de la coopération décentralisée, de communes (élus et agents communaux), de représentants du ministère de l'Eau, quelques partenaires techniques et financiers du secteur, des ONG et associations, des entreprises, du Scac, du Cite et du pS-Eau. Les membres de Ran'Eau y ont apporté idées et suggestions sur la base des comptes rendus d'activités en vue d'améliorer encore la pertinence des actions en 2015.

- Vincent Dussaux : dussaux@pseau.org
- Pierre-Marie Grondin : grondin@pseau.org

BURKINA FASO

www.pseau.org/burkina

Création d'un réseau d'échanges entre acteurs français et burkinabè

Les activités d'appui-conseil, de renforcement de la concertation entre acteurs du secteur et de partage d'expériences se sont poursuivies. Plusieurs rencontres ont eu lieu entre acteurs français et burkinabè au cours de l'année. Le pS-Eau a ainsi participé à un atelier d'échanges à l'occasion de la fin du programme « Approvisionnement en eau potable et assainissement au profit de 9 communes burkinabè », en partenariat avec 6 collectivités françaises.

Des newsletters sont envoyées régulièrement aux membres du réseau afin de les tenir informés de l'actualité du secteur.

L'année 2014 a également été largement consacrée à la mise en place d'un réseau d'échanges entre acteurs de coopération du secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso. Dans le souci de mieux répondre aux demandes exprimées tant au Burkina Faso qu'en France, le pS-Eau a renforcé ses activités dans ce pays :

- un meilleur suivi de l'actualité et de l'évolution du secteur pour satisfaire plus efficacement la demande d'accompagnement croissante des acteurs en France ;
- tirer et valoriser les enseignements des nombreuses actions en cours, analyser et capitaliser les pratiques ;
- continuer à renforcer les liens entre acteurs français et autorités publiques burkinabè ;



Réunion des membres du comité de pilotage du réseau, en février 2015 à Ouagadougou

– répondre à une demande locale portant sur la nécessaire capitalisation, l'animation d'ateliers et une meilleure information des actions portées par les acteurs français.

La stratégie pour mettre en place ce réseau a constitué une préoccupation centrale et fait l'objet d'une réflexion collective tout au long de l'année au pS-Eau, afin de définir les modalités de son fonctionnement, le schéma organisationnel le plus adéquat et les partenaires à impliquer. Une mission diagnostic réalisée en mars par le pS-Eau a validé avec les acteurs rencontrés (ministère, réseaux, opérateurs) : 1) la pertinence d'un tel réseau, 2) les activités à mener et 3) le dispositif d'animation local à envisager.

Un partenariat a été formalisé entre le pS-Eau et la Maison de la coopération décentralisée (MCD) à Ouagadougou pour coanimer ce réseau. Le dispositif d'animation locale repose également sur la présence d'un animateur et un comité de pilotage en charge de définir les orientations du réseau.

● **Sophie Charpentier**, charpentier@pseau.org

SÉNÉGAL

www.pseau.org/senegal

Renforcement de l'appui à la diaspora sénégalaise

L'année 2014 a été marquée par le renouvellement du partenariat entre le Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement (PAISD) de la coopération bilatérale franco-sénégalaise et le pS-Eau sur les volets Eau potable et Assainissement. Le pS-Eau assure ainsi l'accompagnement des initiatives des ressortissants sénégalais en France sur ces secteurs.

Les activités d'animation de réseau sur le Sénégal se sont poursuivies à travers :

- la diffusion de la newsletter Sénégal à plus de 2 000 contacts répartis entre la France et le Sénégal, la mise à jour des pages web, de la fiche pays et des bases de données du site Internet du pS-Eau ;
- l'appui-conseil aux acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale agissant au Sénégal ;
- la contribution à des rencontres entre acteurs intervenant au Sénégal sur le secteur ;
- l'intervention à la revue annuelle du secteur à Dakar.

● Sylvette Milin : milin@pseau.org



MALI

www.pseau.org/mali

Soutenir et relancer les initiatives de coopération

Avec le retour à l'ordre constitutionnel et malgré la situation encore fragile, une mission de terrain a été conduite en fin d'année (la première depuis 2011). Elle a permis :

- de relancer la collaboration avec les services techniques maliens (direction nationale de l'Hydraulique, direction nationale de l'Assainissement) ;
- de compléter l'identification de l'expertise locale mobilisable (opérateurs maliens, ONG européennes comme Protos, SNV, etc.) ;
- d'accompagner des collectivités françaises (ville de Gentilly, conseil départemental des Yvelines, région Pays de la Loire, etc.), des associations (Seves), la fondation Veolia, dans la conception ou le suivi de leur programme d'intervention.

La ville de Gentilly et sa commune partenaire de Dugwolowila ont été accompagnées durant l'année et lors du déplacement sur le terrain pour définir les orientations d'un programme pluriannuel à démarrer en 2015.

Le conseil départemental des Yvelines et le conseil de cercle de Kadiolo ont sollicité le pS-Eau à l'occasion de la phase de lancement d'une étude diagnostic de

la situation de l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu scolaire.

L'année a également été marquée par un appui spécifique important fourni à une quinzaine d'associations issues de la diaspora. Le retrait, pour des impératifs de sécurité, de plusieurs structures d'appui a compliqué la mise en place de partenariats techniques et financiers et donc l'aboutissement rapide d'initiatives souvent ambitieuses.

● **Guillaume Aubourg** : aubourg@pseau.org

NIGER

www.pseau.org/niger

Cap sur l'assainissement

Les activités du réseau Niger se sont poursuivies cette année autour de trois grands axes.

- **La diffusion d'informations** sur l'eau et l'assainissement au Niger via la newsletter Niger diffusée à plus de 1 000 contacts en France et au Niger, et la mise à jour des pages consacrées à ce pays.
- **L'accompagnement des acteurs** de la coopération décentralisée et non gouvernementale, avec un appui spécifique du projet « *Mise en œuvre de la stratégie hygiène et assainissement de la ville de Zinder* » porté par le conseil départemental du Val-de-Marne et la ville de Zinder, en partenariat avec l'Union européenne, l'agence de l'eau Seine-Normandie, le Siaap et le pS-Eau. Commencé en mars 2014, ce projet de cinq ans a pour objectif d'améliorer l'accès à l'assainissement de base et promouvoir l'hygiène dans le noyau urbain de Zinder par la sensibilisation des populations, la construction d'ouvrages d'assainissement familiaux et publics (dans les établissements scolaires, les mairies et les marchés), la réalisation d'une étude sur la gestion des boues de vidange, le renforcement des capaci-

tés de la ville en matière d'assainissement et d'hygiène, l'implication et l'appui des opérateurs privés dans le secteur de l'assainissement. Le pS-Eau a pour mission de capitaliser cette expérience.

- **La participation et l'organisation de rencontres** en France et au Niger :

- l'intervention lors de la rencontre « 2015, et après ? Quelles orientations stratégiques au Niger et à l'international pour les services essentiels ? » du 14 février 2014, animé par le réseau Projection en partenariat avec l'Association des jeunes professionnels de l'eau et de l'assainissement du Niger ;
- la préparation au côté du conseil départemental du Val-de-Marne de la table ronde Eau/Assainissement qui s'est tenue pendant les Assises de la coopération décentralisée franco-nigérienne à Niamey, le 15 octobre 2014 ;
- l'animation de la Journée Niger, organisée à Paris le 15 décembre en partenariat avec le Siaap et en présence du directeur de l'assainissement, M. Bobadji, sur le thème « L'hygiène et l'assainissement au Niger : quel contexte, comment intervenir ? »

● **Béatrice Turlonnias** : turlonnias@pseau.org



Assises de la coopération décentralisée franco-nigérienne à Niamey le 15 octobre 2014.

BÉNIN

www.pseau.org/benin

Lancement du programme Mono

L'animation du réseau Bénin s'est cristallisée autour du lancement du programme Mono, mis en œuvre conjointement par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, l'OIEau et le pS-Eau. Ce programme recouvre deux volets complémentaires :

- une coopération institutionnelle avec l'autorité de bassin transfrontalière (Togo/Bénin) du Mono, nouvellement créée, et qui doit rendre opérationnel son plan d'actions stratégique. L'OIEau est chef de file sur ce volet ;
- un appui à l'émergence de projets de coopération en matière de gestion des ressources en eau et d'accès aux services d'eau et d'assainissement, projets qui impliqueront des collectivités et des ONG françaises en partenariat avec des collectivités togolaises et béninoises implantées sur le bassin du Mono. Le pS-Eau est chef de file sur ce volet.

En complément du programme Mono, les activités courantes se sont poursuivies :

- mise à jour de la fiche pays Bénin ;
- accompagnement des acteurs de coopération français impliqués sur des actions eau et assainissement dans ce pays ;
- accueil et accompagnement de communes béninoises dans le montage de projets, en facilitant la mise en relation avec des partenaires français.

● **Philippe Mouton**, mouton@pseau.org

MAROC

www.pseau.org/maroc

Projet de partenariat avec une association marocaine

Le pS-Eau a poursuivi l'animation du réseau Maroc avec l'idée de créer un partenariat avec une association marocaine afin de renforcer les échanges entre les acteurs français et marocains, mais aussi de mieux accompagner les acteurs marocains et d'identifier plus précisément leurs demandes. Ce partenariat sera en place en 2015 pour une période test qui permettra d'identifier les pistes d'actions communes à développer dans les prochaines années.

Outre cette initiative, les activités régulières se sont poursuivies :

- capitalisation et diffusion d'informations : mise à jour de la fiche pays et diffusion d'une lettre d'information Maroc ;
- réunion du réseau à Paris le 30 janvier, pour informer sur l'évolution du secteur eau potable et assainissement au Maroc, favoriser les échanges et identifier les besoins du réseau en matière d'animation, d'appui-conseil ou de suivi des actions ;
- accompagnement des acteurs français agissant au Maroc sur les questions d'accès à l'eau et à l'assainissement ;
- mobilisation des collectivités locales dans la mise en œuvre d'actions de solidarité dans le domaine de l'eau.

● **Christophe Brossé**, med@pseau.org



LIBAN

www.pseau.org/liban

Renforcer les municipalités pour l'assainissement

Le pS-Eau a poursuivi son partenariat avec le Siaap pour la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités municipales libanaises dans le domaine de l'assainissement. Ce partenariat implique le Comité des maires libanais, le bureau de Cités et Gouvernements locaux unis au Liban/Bureau technique des villes libanaises (CGLU/BTVL), la ville de Nogent-sur-Marne et le ministère des Affaires étrangères.

Deux missions (décembre 2013 et mai 2014) ont été réalisées au Liban pour :

- appuyer le SIAAP et Hydroconseil dans la réalisation d'une étude de capitalisation des projets menés dans le secteur de l'assainissement au Liban et d'un guide pour la conception de projets assainissement à l'usage des municipalités libanaises ;
- appuyer deux municipalités dans la formulation d'un projet d'assainissement (en partenariat avec le SIAAP/BTVL).

En parallèle à ces travaux, le pS-Eau a constitué en France un groupe d'échanges entre acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant ou souhaitant intervenir sur le secteur de l'assainissement au Liban. Une première réunion s'est tenue le 11 juin au Siaap en présence d'une délégation de représentants de municipalités libanaises.

● Vincent Dussaux, dussaux@pseau.org

OCÉAN INDIEN

www.pseau.org/ocean-indien

Développer la coopération entre les territoires de l'Océan Indien

Les îles du sud-ouest de l'Océan Indien connaissent un niveau de développement contrasté : deux pays parmi les plus pauvres de la planète (Union des Comores, Madagascar) y côtoient deux Etats à revenus intermédiaires (Maurice et Seychelles) et deux départements français d'Outre-Mer (Réunion, Mayotte).

Parmi les principaux enjeux de développement de ces îles, celui de l'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement, en particulier à Madagascar, Mayotte et aux Comores. Les problématiques de gestion de ces services se posent quant à elles sur l'ensemble de l'Océan Indien, de même que les questions de la gestion des ressources en eau



Séminaire de lancement du réseau Océan Indien, les 30 septembre et 1er octobre à Antananarivo.

et de l'adaptation aux changements climatiques.

Cependant, comme le montrent les nombreuses actions de coopération régionale et les partenariats de coopération décentralisée, les similarités géographiques, climatiques et culturelles de ces îles favorisent les échanges. C'est pourquoi l'Agence française de développement, l'Agence régionale de la Santé, la préfecture et le Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte (SIEAM) soutiennent le réseau d'information mis en place en 2014 à l'échelle de la région. Ce réseau est animé par le pS-Eau avec le soutien du Cite (ONG malgache).

Ce réseau est composé d'ONG, associations, collectivités locales, établissements publics et entreprises privées. Il a pour mission de : 1. collecter et diffuser les informations et les outils relatifs à l'eau et à l'assainissement ; 2. appuyer les acteurs dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets de développement ; 3. organiser des temps d'échanges dans l'Océan Indien.

Le lancement officiel du réseau a eu lieu les 30 septembre et 1^{er} octobre à Antananarivo (Madagascar) rassemblant plus

de 100 participants de toute la région. Ces deux jours de travail en session plénière et par table ronde ont posé les bases d'une dynamique régionale de coopération. Le réseau et ses objectifs ont ainsi pu être bien perçus par tous les acteurs et des premiers enjeux communs ont pu émerger.

L'animateur du réseau Océan Indien est basé depuis le mois de juillet 2014 au sein du Syndicat intercommunal des eaux et de l'assainissement de Mayotte. Une base de données a été spécialement consacrée à cette région sur le site du pS-Eau. Cette page présente toutes les actualités du réseau, référence les acteurs et les projets de coopération sur la zone.

Données sur l'Océan Indien ajoutées depuis avril 2014 sur le site du pS-Eau

	Organismes	Contacts	Documents
Union des Comores	32	54	33
Mayotte	25	43	22
Madagascar	50	149	31
La Réunion	83	111	22
Total depuis avril 2014	190	357	108

Le pS-Eau Océan Indien appuie les acteurs privés, publics et associatifs des territoires de la zone souhaitant développer des actions de coopération dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement. Plusieurs projets actuellement accompagnés pourront

être financés dans le cadre du FEDER CTE (programme européen). Les thématiques identifiées portent sur l'assainissement non collectif, les capacités d'analyse d'eau potable, la mise en place d'un observatoire pilote des services d'eau et d'assainissement sur la région et l'échange entre opérateurs privés exploitants d'eau potable.

L'animateur travaille à l'autonomie financière du réseau mais le retard dans l'élaboration des fonds européens oblige le réseau à mobiliser des financements complémentaires pour le second semestre 2015.

La fin de l'année 2014 a été consacrée à la préparation des ateliers qui se tiendront dans les autres territoires de la région durant 2015. Le séminaire de bilan de la première année (prévu à Mayotte les 9 et 10 juin 2015) devra définir en concertation avec tous les acteurs la stratégie d'action du réseau pour les années à venir.

● **A Mayotte**

Grégoire Duband : duband@pseau.org

● **A Paris**

Vincent Dussaux : dussaux@pseau.org

AUTRES PAYS

Mission d'expertise au Mexique

Sollicité dans le cadre de la coopération décentralisée engagée par la région Pays de la Loire avec l'Etat du Yucatan, le pS-Eau a participé en mars à l'accueil d'une délégation de représentants du secrétariat d'Etat au développement urbain et à l'environnement.

En juillet une mission d'expertise a été conduite dans le Yucatan pour accompagner le développement des axes de la politique sectorielle (protection de la ressource en eau souterraine, gestion intercommunale des services, éducation à l'environnement).



Mission de suivi-évaluation en Mauritanie

A l'issue d'une mission de suivi-évaluation de projets réalisée en Mauritanie, une fiche pays a été mise en ligne et la base de données sur le site du pS-Eau a été enrichie de contacts et documents.

Communication & plaidoyer

Diffuser des outils, animer des débats et accroître la mobilisation des acteurs locaux

En complément de l'appui apporté aux porteurs de projets et de la production de connaissances, le pS-Eau mène des activités de sensibilisation et de diffusion de l'information pour encourager un plus grand nombre d'acteurs à se mobiliser, et à porter des messages forts au sein des débats nationaux et internationaux. Ces activités de communication jouent un rôle transversal prépondérant, pour faire connaître largement nos ressources et nos outils auprès d'une grande diversité d'acteurs, valoriser les expériences intéressantes, diffuser les enseignements de la recherche et promouvoir la solidarité internationale.

Promotion de la coopération décentralisée et de la loi Oudin-Santini

Afin d'accroître la mobilisation de la solidarité internationale (tant en nombre d'acteurs qu'en volumes financiers mobilisés), une partie des activités menées par le pS-Eau vise à inciter les acteurs potentiels à s'engager dans le financement d'actions portant sur l'eau et l'assainissement. Cette sensibilisation passe par différents biais :

- organisation de réunions pour sensibiliser les collectivités territoriales non encore impliquées aux bénéfices d'un engagement dans la solidarité internationale ;
- participation à des conférences, tables rondes, etc., organisées par des partenaires pour présenter les enjeux liés à l'eau potable et à l'assainissement auprès de publics variés (élus, acteurs associatifs, universitaires, scolaires...) tant en France qu'à l'étranger ;



- production et diffusion d'outils de communication et de sensibilisation ;
- contribution aux débats internationaux sur les enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement et plaidoyer auprès des instances nationales et européennes.

Production d'outils au service des acteurs français

Afin de toucher tous les publics et de diffuser largement l'information sur la coopération pour l'eau et l'assainissement, le pS-Eau a participé en 2014 à des réunions, conférences et forum à Paris et en régions lors desquels il a animé des échanges ou tenu des stands pour répondre aux questions des participants et élargir son audience.

Il a également travaillé sur une nouvelle campagne de sensibilisation innovante, « Les élus de l'eau », qui vise à convaincre des élus français très engagés en solidarité dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, à devenir ambassadeurs de cette cause auprès de leurs pairs et à mobiliser d'autres collectivités par leurs témoignages et leurs expériences concrètes. Un travail d'identification des élus potentiellement intéressés et de recherche de partenaires a été mené, en vue du lancement de la campagne en 2015, année anniversaire de la loi Oudin-Santini.

Un kit complet de sensibilisation et de communication a été réalisé autour de la coopération pour l'eau et l'assainissement, sous des supports très différents et complémentaires, afin de satisfaire tous les besoins : un guide pratique, un livret interactif et une exposition pédagogique, déjà déclinés spécifiquement pour la région Rhône-Alpes, partenaire pilote sur ces sujets.



● Guide de l'action extérieure des collectivités territoriales

Cette quatrième édition entre dans la collection Outils & Méthodes – Les Essentiels du pS-Eau. Elle complète ainsi les deux autres ouvrages parus dans cette collection (cf. page 16) qui traitent des aspects méthodologiques du montage de projet. Ce document se concentre exclusivement

sur les aspects juridiques, administratifs et pratiques de l'engagement d'une collectivité en coopération.

Préfacé par le délégué à l'action extérieure des collectivités territoriales, ce guide répond à toutes les questions des collectivités sur le cadre légal de la coopération décentralisée, la mise en application de la loi Oudin-Santini et les différents positionnements, modes

d'intervention et montages partenariaux qui s'offrent à ces acteurs désireux de contribuer à l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, grâce au partage de leur savoir-faire.

● www.pseau.org/fr/nos-publications-referance

● Livret interactif

Etre solidaire pour l'accès à l'eau et à l'assainissement



Cet outil d'un nouveau genre, consultable en ligne et enrichi de vidéos, est un complément numérique au guide papier sur l'action extérieure des collectivités. Il répond à toutes les questions sur la coopération décentralisée et non gouvernementale, et sur la loi Oudin-Santini, en illustrant son propos de nombreuses interviews filmées d'acteurs engagés. Sont également disponibles des outils pratiques téléchargeables (modèles de conventions, de délibérations, textes de loi, etc.) ainsi qu'une Foire aux Questions sur la loi Oudin, que chacun peut interroger.

Cet outil a été décliné sur la région Rhône-Alpes, avec le soutien du conseil régional. Il décrit les dynamiques en cours dans cette région et illustre chaque pratique par des exemples d'initiatives menées par des acteurs rhônalpins. De nombreux témoignages d'élus, d'agents de collectivités, d'associations ont ainsi été rassemblés dans ce document pour valoriser toute la richesse de l'engagement des acteurs de ce territoire.

Consultation en ligne

● www.pseau.org/solidarite-eau/pour-tous

● www.pseau.org/solidarite-eau/rhonealpes





● Exposition Agir pour l'accès à l'eau potable

Pour répondre aux nombreuses demandes enregistrées chaque année, notamment au moment de la Journée mondiale de l'Eau et de la Semaine de la Solidarité internationale, le pS-Eau a élaboré cet outil qui permettra à tous les acteurs, associations, collectivités, établissements scolaires, etc. de disposer désormais d'une exposition pédagogique, complète et claire, sur les enjeux de l'accès à l'eau potable dans les pays en développement, avec des pistes de solutions pour y répondre et les partenaires qui s'engagent.

Grâce au soutien de la région Rhône-Alpes, les deux derniers panneaux de cette exposition sont consacrés aux dynamiques rhônalpines.

Dès sa sortie, cette exposition a remporté un franc succès ; elle est désormais empruntée régulièrement dans toute la France.

**Disponible en 11 kakémonos de 85 x 200 cm
ou en posters de 30 x 59 cm.**

● www.pseau.org/outils

● Contribution à la réalisation d'outils régionaux

Le pS-Eau a également apporté sa contribution à des réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) pour la réalisation de leur propre document dédié à l'eau et l'assainissement. Par exemple, le document *La Source* publié par le Cercoop Franche-Comté, et le recueil d'expériences *Au fil de l'eau*, publié par Bourgogne Coopération.

Un partenariat est prévu en 2015 avec Centraider pour la réalisation d'un outil pédagogique sur la coopération en région Centre-Val de Loire.

● **Céline Noblot : noblot@pseau.org**

● www.pseau.org/1pourcent

Promotion du principe de 1% solidaire en Europe

L'idée d'une extension du 1% Solidarité Eau à d'autres pays européens a avancé à grands pas durant le Forum de Marseille en 2012. Il résulte des réflexions menées qu'il est hors de question d'imposer un mécanisme unique en Europe et de concevoir la solidarité autrement que basée sur le volontariat.

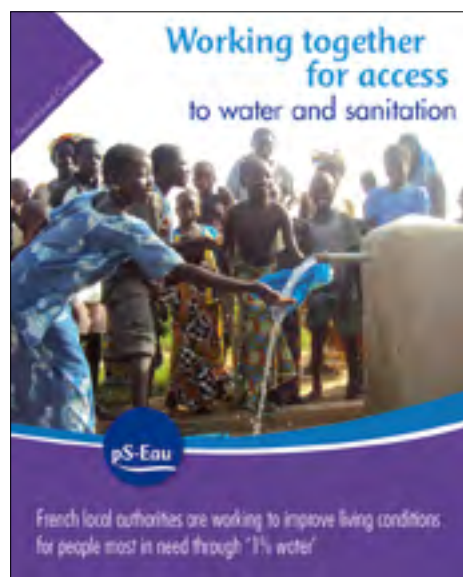
Néanmoins, une démarche des institutions européennes pour favoriser l'adoption de dispositifs nationaux paraît désormais envisageable.

C'est en ce sens que le pS-Eau oriente ses activités de plaidoyer, pour renforcer les déclarations favorables et parvenir à l'adoption d'une décision concrète de l'Union européenne. C'est dans ce sens également que le pS-Eau a initié une première idée de plateforme européenne pour poursuivre en commun la sensibilisation. Il semble cependant plus pertinent qu'une telle plateforme soit animée par un acteur d'envergure européenne, tel que Solidarité Eau Europe (SEE), que le pS-Eau accompagne désormais dans la prise en charge de ce rôle.

Le pS-Eau valorise ainsi doublement le dispositif français, au sein de la plateforme européenne animée par le SEE et au sein de la plateforme internationale Global Water Solidarity, animée par le Phud :

- coorganisation d'un colloque à Strasbourg les 26 et 27 novembre, en partenariat avec Solidarité Eau Europe et ses partenaires du comité international de pilotage, intitulé : « *Coopération internationale et solidaire pour l'eau et l'assainissement – quels outils, quels mécanismes financiers en Europe pour l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement ?* »

- réalisation d'une mission d'appui au SEE en Moldavie, en novembre 2014, par Jacky Cottet (vice-président du pS-Eau), pour étudier comment aider les collectivités moldaves à développer des infrastructures d'assainissement appropriées dans un contexte de décentralisation des responsabilités de ces services sans transfert des moyens correspondants ;
- présentation des mécanismes de financement solidaires français et européens et de la démarche de la plateforme européenne de promotion des financements solidaires, lors de la 12^e conférence de l'Euro-Riob à Bucarest en Roumanie, en novembre 2014 ;





- rapprochement de la direction générale de développement de la Commission européenne, pour participer à l'organisation d'un atelier en mars 2015 dédié à l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, avec pour objectif de la pousser à recommander la mise en place de mécanismes de financements solidaires du type 1% dans les autres Etats membres,

et d'encourager le financement d'une nouvelle Facilité Eau pour soutenir les actions de coopération décentralisée et non gouvernementale dans le secteur eau et assainissement ;

- mise à disposition sur le site web du pS-Eau et celui dédié au 1% Europe, d'informations concernant ce mécanisme (mise en ligne par exemple d'un livret électronique en anglais présentant la coopération décentralisée française avec des témoignages et des vidéos).

● Jacky Cottet : cottet@pseau.org ● Pierre-Marie Grondin : grondin@pseau.org ● Céline Noblot : noblot@pseau.org

● www.pseau.org/fr/observatoire/europe/solidarite ● www.water-1percent.org/

Contribution aux échanges sur la scène internationale

Préparation du 7^e Forum mondial de l'eau

Le pS-Eau a participé à la 2^e réunion préparatoire du 7^e Forum mondial de l'eau (à Gyeongju, les 27 et 28 février). Il a été chargé de coordonner le thème relatif à l'assainissement. Une réunion du groupe de travail sur ce thème s'est tenue le 2 septembre à Stockholm.

Durant le second semestre 2014, le pS-Eau a activement suivi les 5 sous-groupes mis en place et a participé aux réunions préparatoires (PrepCom) pour le processus ministériel du Forum.

Atelier au Cameroun sur la maîtrise de l'assainissement dans les villes africaines

Le pS-Eau a contribué à cet atelier international organisé par l'École nationale supérieure polytechnique de Yaoundé, du 28 au 30 avril, en partenariat avec l'Ircod et l'Enges, pour partager les résultats d'un important travail de recherche conduit sur les villes de Yaoundé et Douala dans le cadre d'un programme de recherche européen (Splash). Cet atelier a rassemblé une soixantaine de chercheurs et praticiens de terrain de plusieurs pays africains.

Semaine africaine de l'eau

Le pS-Eau a participé à la 5^e Semaine africaine de l'eau à Dakar en mai 2014. Cela fut l'occasion de :

- participer à une session pour communiquer les enseignements du séminaire de Ouagadougou sur le monitoring des services locaux d'eau potable et d'assainissement ;
- participer à une session en marge du séminaire pour présenter les enjeux et initiatives en matière de suivi technique et financier des petits réseaux d'eau potable.

Africa Water Forum 2014

Le pS-Eau a activement contribué à ce forum pan-africain qui a rassemblé, à Ouagadougou du 12 au 14 juin, 400 participants du continent et des partenaires au développement pour préparer la contribution des acteurs africains au prochain Forum mondial de l'eau.

Semaine mondiale de l'eau à Stockholm

Le thème principal de la semaine, qui s'est déroulée du 31 août au 5 septembre, était l'eau et l'énergie mais, comme habituellement, d'autres thèmes ont été débattus, tout particulièrement la réflexion sur les objectifs post 2015 et leurs indicateurs de suivi. L'assainissement a aussi été largement abordé dans les nombreuses sessions.



Rencontre annuelle du réseau SuSanA à Stockholm

Du 5 au 6 septembre, le pS-Eau a participé à la rencontre annuelle du réseau SuSanA qui rassemble une grande diversité d'acteurs impliqués sur les questions d'assainissement. Le pS-Eau s'intéresse particulièrement au groupe de travail concernant les villes.

Atelier international sur la gestion des eaux usées urbaines

Le pS-Eau a appuyé l'agence de l'eau Seine-Normandie et le Siaap, au côté de l'Astee et du PFE pour l'organisation d'un atelier sur la gestion des eaux usées urbaines. Cet atelier s'est tenu à la Cité de l'eau et de l'assainissement, à Colombes, du 5 au 7 novembre. Son but : apporter des contributions pour un Objectif Eau post-2015 et pour le 7^e Forum mondial de l'eau.

● Christophe Le Jallé, le-jalle@pseau.org

Animation de débats et organisation d'échanges entre les acteurs du réseau

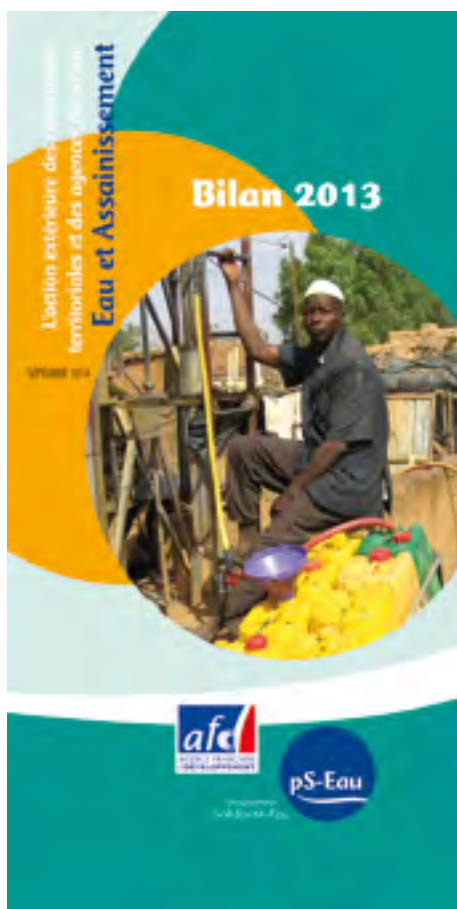
Les Jeudis du pS-Eau

En 2013, le pS-Eau a lancé son lieu d'échanges et de débats : les Jeudis du pS-Eau. Organisés quatre fois par an, ce sont des moments conviviaux entre les membres du réseau, qui se réunissent pour échanger et débattre de sujets transversaux, parfois polémiques, ou de thèmes qui intéressent nos partenaires ou font l'actualité du secteur, avec des intervenants experts des sujets abordés.

- Le 19 juin à Paris, Jeudis du pS-Eau n° 5 : Restitution intermédiaire de l'étude sur la mobilisation de l'expertise des collectivités dans le cadre de leurs projets de coopération décentralisée eau et assainissement.
- Le 21 octobre à Rennes, Jeudis du pS-Eau n° 6, organisés en partenariat avec Eau Vive : l'assainissement et la valorisation agronomique et/ou énergétique de ses produits dans les pays en développement.
- Le 20 novembre à Paris, Jeudis du pS-Eau n° 7 : Les faces cachées de l'eau, avec Daniel Zimmer, auteur du livre « *L'empreinte eau, les faces cachées d'une ressource vitale* ».
- Le 22 janvier 2015 à Paris, Jeudis du pS-Eau n° 8 : Sens et enjeux des redevances et des comités de bassin : théories et pratiques, avec Bernard Barraqué, chercheur émérite au CNRS.

● www.pseau.org/jeudis

Si vous souhaitez recevoir les invitations aux prochains Jeudis du pS-Eau, contactez Céline Noblot : noblot@pseau.org



Recensement et valorisation des acteurs et actions du secteur

Afin de disposer d'une vision globale et objective de la coopération non gouvernementale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure le recensement des projets menés et des acteurs mobilisés. Il diffuse ces informations dans des bases de données consultables librement sur son site internet.

Le monitoring des engagements financiers

Comme chaque année, le pS-Eau a collecté les données sur les engagements financiers pris par les acteurs de la coopération décentralisée sur l'année précédente. Cette collecte est réalisée par enquête auprès des principaux acteurs de la coopération décentralisée et auprès des agences de l'eau. Les données sont ensuite complétées à l'aide des documents de projets et plans de financement communiqués par les financeurs ou les porteurs de projets. L'analyse de ces données a permis d'estimer le montant total de la coopération décentralisée dédiée à l'eau et l'assainissement en 2013, sa répartition par type d'acteurs, la part issue de la loi Oudin-Santini, etc. Ces analyses sont synthétisées dans une plaquette intitulée « *Bilan 2013 de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de bassin pour l'eau et l'assainissement* » publiée en 2014 et disponible sur le site du pS-Eau.

● www.pseau.org/coopdec

Etude sur la mobilisation de l'expertise des collectivités territoriales

En complément de ce bilan financier et des dernières études réalisées sur la coopération décentralisée eau et assainissement en 2010, et sur la perception des élus en 2011, le pS-Eau a réalisé en 2014 une nouvelle étude sur la mobilisation de l'expertise des collectivités locales françaises au bénéfice de leurs projets de coopération décentralisée pour l'eau et l'assainissement.

Cette étude a permis de :

- dresser un état des lieux des pratiques pour mieux connaître les modes d'intervention des collectivités et les moyens utilisés ;
- diagnostiquer les contraintes en matière de mobilisation de l'expertise au service de la coopération décentralisée ;
- communiquer sur l'intérêt d'une collectivité à mobiliser son expertise dans le cadre de ses projets de coopération décentralisée ;
- valoriser des expériences de coopération décentralisée mobilisant l'expertise des collectivités.

Le rapport complet (89 pages) et la synthèse (12 pages) de cette étude sont disponibles sur la base de données biblio du pS-Eau.



L'Annuaire des acteurs du secteur

Avec plus de 29 000 contacts, dont certains sont accessibles en ligne, l'annuaire du pS-Eau recense les acteurs clés de la coopération internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, leurs partenaires du Sud, des partenaires techniques et financiers répartis dans plusieurs pays, notamment en France et en Afrique francophone (ONG, bureaux d'études, consultants, experts, organismes de recherche et de formation, institutions internationales, etc.).

● www.pseau.org/organismes

L'Atlas en ligne des actions eau et assainissement

Qui sont les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans un même pays ou dans une même région ? Quels sont les partenaires techniques mobilisés ? Quelle est l'origine des financements ? Quels types d'ouvrages sont réalisés ? A toutes ces questions, le système de « fiches-actions » de cet Atlas mis régulièrement à jour par le pS-Eau sur Internet, fournit des réponses sur plus de 600 actions identifiées actuellement, chacune géo-référencée.

● www.pseau.org/actions



Mise à disposition d'informations

Pour répondre à un fort besoin des acteurs de la solidarité internationale, en France et dans les pays du Sud, de disposer d'informations utiles pour leurs interventions, le pS-Eau assure une veille permanente et diffuse toutes les informations concernant l'actualité du secteur et de ses acteurs : évolution des politiques sectorielles nationales, initiatives et expériences en cours, évènements, opportunités de financement, offres d'emploi, appels à propositions, offres de formation, etc.

Ces informations sont accessibles à tous les acteurs au Nord comme au Sud.

Un site internet

Face aux besoins récurrents des acteurs en termes de recherche de partenaires, d'informations, de savoirs, etc., le site web du pS-Eau est continuellement enrichi de nouvelles pages et met à jour toute l'actualité sur le secteur. Certaines pages sont également disponibles en anglais.

- www.pseau.org



Une Lettre d'information

Moyen d'information et de communication privilégié du pS-Eau, *la lettre* est la production écrite la plus diffusée par l'association. Elle est un moyen à la fois de tenir les partenaires informés des activités du pS-Eau et des actualités du secteur, et de diffuser les enseignements de programmes d'actions ou de recherches menés par les acteurs français de coopération. Chaque numéro est diffusé à 1 600 exemplaires en format papier, et à 25 000 personnes par courrier électronique, touchant ainsi une grande diversité d'acteurs.

- www.pseau.org/outils/lettre

Des mailings ciblés envoyés aux membres du réseau

Le pS-Eau envoie régulièrement à ses abonnés, par e-mail, des informations spécifiques pouvant les concerner: grands événements (rencontres), opportunités de financement (appels à propositions, etc.), publications. Ces mailings sont ciblés en fonction des intérêts, des missions et de la localisation géographique des destinataires, qui peuvent eux-mêmes choisir leur type d'abonnement.

Une bibliothèque numérique et une base Pédag'eau

Le travail de veille documentaire et d'enrichissement de la bibliothèque numérique est mené de manière continue par l'équipe du pS-Eau. En 2014, ce sont près de 750 documents (ouvrages, guides, etc.) qui ont été rendus disponibles sur le site du pS-Eau, en plus d'un éventail déjà très large de publications sur le secteur. Près de 2 900 documents de référence (dont 2 500 téléchargeables directement) et de 1 600 documents pédagogiques (dont un millier téléchargeables), sont ainsi actuellement consultables sur la bibliothèque numérique et la base de données Pédag'eau.

Parallèlement à la base documentaire générale, la base Pédag'eau, répertoire en ligne des outils pédagogiques eau, assainissement et coopération, mis en

place en partenariat avec l'Arene Ile-de-France, permet aux acteurs de l'eau (collectivités, associations, enseignants, animateurs...) de trouver les structures et les outils les mieux adaptés pour les accompagner dans leur démarche d'éducation au développement. Elle propose de nombreux outils, livres, revues périodiques, ouvrages de documentation, documents pédagogiques écrits, malettes pédagogiques, expositions, récits d'expériences, jeux, cédéroms, cassettes vidéo, audio, etc. dont certains sont directement téléchargeables.

Le pS-Eau sur les réseaux sociaux

Afin de communiquer certaines informations de manière plus informelle et plus spontanée, toucher un public parfois un peu différent de celui des autres vecteurs de communication, et créer un sentiment d'appartenance à une communauté, le pS-Eau a créé en 2012 sa page Facebook et sa page Twitter.

Fin 2014, le pS-Eau rassemblait 600 « fan » sur Facebook et 300 abonnés sur Twitter.

Pour ne rater aucune info, rejoignez-nous sur :

- Facebook : www.facebook.com/pSEau
- Twitter : www.twitter.com/pSEau

Contacts :

- Michel Taquet : communication@pseau.org
- Céline Noblot : noblot@pseau.org

Budget et organisation

Crée en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. L'association est présidée par M. Pierre Frédéric Ténrière-Buchot.

Le conseil d'administration compte 17 membres en 2014. L'équipe permanente de 12 personnes, dirigée par Pierre-Marie Grondin, en applique les décisions.

Les sources de financement

- Le budget du pS-Eau s'est stabilisé pour s'établir à 1,365 million d'euros en 2014. La diversification des sources de financement s'est confirmée.

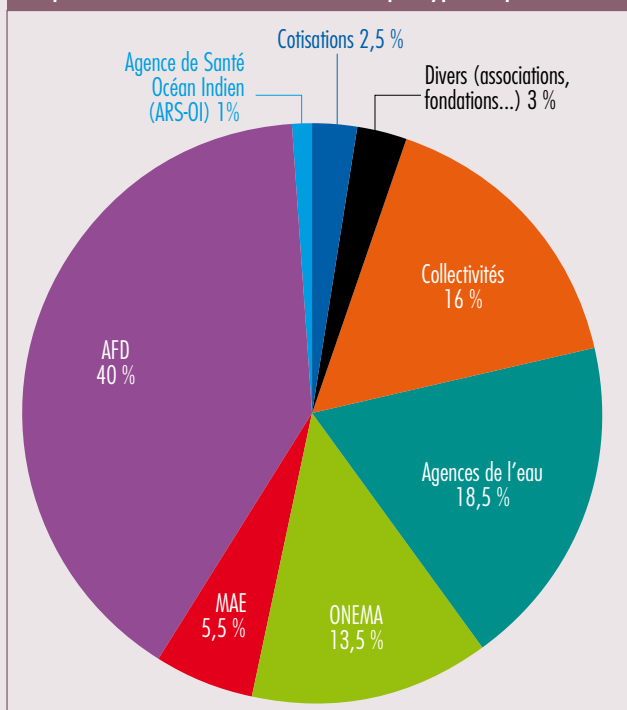
- Le soutien de l'AFD qui représente 40 % des ressources est demeuré le plus important. Le soutien de l'Etat, majoritaire et indispensable, s'est concrétisé par les engagements continus des ministères de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, et celui des Affaires étrangères.

Rappelons que le pS-Eau est parvenu à réduire le soutien de l'Etat de 100 % en 2000 à 60 % en 2012, niveau auquel il se stabilise depuis. Il correspond au niveau minimal nécessaire pour permettre au pS-Eau de remplir ses fonctions.

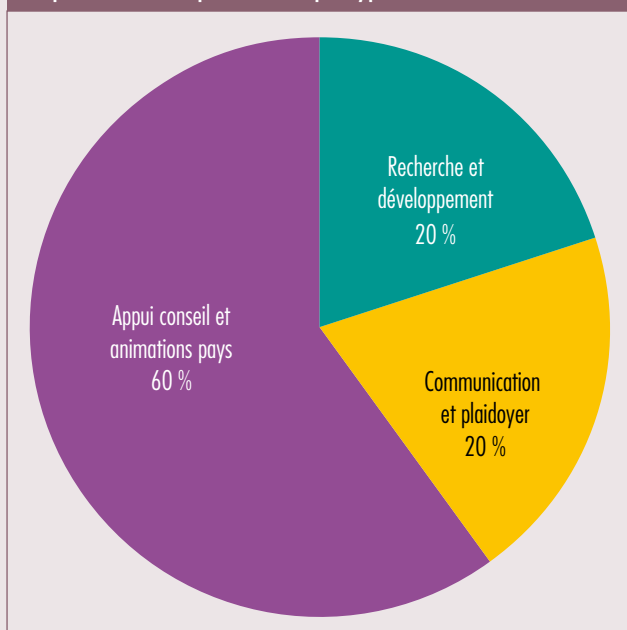
L'appui des collectivités, comme celui des agences de l'eau, demeure stable grâce à la hausse de l'appui de certains partenaires (SIAAP) qui compense la baisse enregistrée sur d'autres. Malgré les pressions budgétaires de plus en plus fortes qu'ils connaissent, ces acteurs assurent toujours plus de 35 % du budget.

La présence d'une antenne à Lyon, possible grâce à l'appui de l'agence de l'eau RMC, de la communauté urbaine de Lyon, et du conseil régional Rhône-Alpes voit son intérêt confirmé et l'appui qu'elle apporte est de mieux en mieux reconnu.

Répartition des sources de financement par types de partenaires



Répartition du temps de travail par type d'activités



- La fonction d'appui-conseil auprès des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale et les activités Pays sur le Burkina Faso, le Liban, le Sénégal, le Niger, le Bénin ou Madagascar constituent la principale activité du pS-Eau (60 %). De nouveaux partenaires financiers, tant français qu'étrangers ou multilatéraux, rejoignent progressivement ces plateformes.

- La fonction Communication et plaidoyer continue à se développer et permet la mise à disposition de nouveaux outils. Les publications, dont la mise à jour tant attendue du Guide de l'action extérieure des collectivités, ont été très nombreuses en 2014.

- L'activité de Recherche et Développement reste fortement ciblée sur l'assainissement, notamment en lien avec d'autres partenaires internationaux du secteur. L'année 2014 a été marquée par la préparation du 7e Forum mondial de l'eau de Daegu et une contribution à la réflexion sur les objectifs de développement durable post 2015 et leurs indicateurs.

Le conseil d'administration

Les membres du bureau

Président	Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT
Vice-Président	Jacky COTTET
Trésorier	Bruno VALFREY, Hydroconseil
Secrétaire	Thierry VANDELDE, Fondation Veolia Environnement

Les membres du conseil d'administration

- M. Stéphane CAMBOU, Conseil Régional du Limousin
- Mme Virginie BINEAU, Eau Vive
- M. Dominique GEOFFRAY, Aquassistance
- M. Jean Paul COLIN, Lyon Métropole
- Mme Anne HIDALGO, Association Internationale des Maires Francophones (AIMF)
- M. Roland RIES, Cités Unies France (CUF)
- M. Jean-Luc MOUDENC, Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF)
- M. Serge LEPELTIER, Académie de l'Eau
- M. Olivier BRUYERON, Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET)
- Mme Celia BLAUJEL, Mairie de Paris
- M. Loïc MAHEVAS, Espelia
- M. Sindy VEERABADREN, Croix Rouge Française
- M. Olivier THIBAUT, Agence de l'Eau Artois Picardie

Membres d'honneur

- René ALA, ambassadeur de France, président d'honneur
- Association des maires de France (AMF)

Membres associés

Agence Française de Développement (AFD)

Ministère des Affaires étrangères et du Développement International (MAEDI)

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie (MEDDE)

Renouvellement de la présidence

• **Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT** remplace René Ala à la présidence. Diplômé de l'Ecole centrale de Paris, docteur d'Etat en économie à Paris-Dauphine, il a été directeur général de l'agence de l'eau Seine-Normandie jusqu'en 1999, et Haut-Conseiller pour l'eau du Programme des Nations unies pour l'environnement jusqu'en 2002. Il est co-auteur de l'ouvrage *EAU*, avec Michel Camdessus, Bertrand Badré et Ivan Chéret, paru aux éditions Robert Laffont en 2005.

• **Jacky COTTET** est vice-président. Diplômé de l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat et de l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, il a exercé les fonctions de directeur départemental de l'Equipement de la Drôme, de la Côte-d'Or et de l'Hérault, et de directeur régional de l'Equipement de la Bourgogne et du Languedoc-Roussillon, entre 1992 et 2005. De 2006 à 2009, il a été président du conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse et président du réseau européen des organismes de bassin (Euroriob).

L'équipe du pS-Eau en 2014

Directeur

Pierre-Marie Grondin grondin@pseau.org

Comptabilité

Houharia Farsi farsi@pseau.org

• RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Christophe Le Jallé le-jalle@pseau.org

Denis Désille en poste jusqu'en juillet 2014

• COMMUNICATION ET PLAIDOYER

Céline Noblot noblot@pseau.org

Michel Taquet taquet@pseau.org

Clovis Lemée en stage de février à août 2014

• APPUI CONSEIL

A Paris

Vincent Dussaux dussaux@pseau.org

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org

Béatrice Tourlonnias tourlonnias@pseau.org

En Bretagne

Sylvette Milin milin@pseau.org

En Rhône-Alpes et Bassin Rhône Méditerranée

Philippe Mouton mouton@pseau.org

Sophie Charpentier charpentier@pseau.org

Christophe Brossé med@pseau.org

Enzo Malavart en stage de février à juin 2014

A Mayotte

Grégoire Duband duband@pseau.org

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Son but : accompagner les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau.

Le programme est soutenu depuis son origine par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, le ministère en charge de l'Environnement, et aujourd'hui principalement l'Agence Française de Développement.

Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations du plus modeste des acteurs aux porteurs de projets les plus vastes.

Le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant 29 000 correspondants engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.

programme
Solidarité-Eau



programme Solidarité Eau
32, rue Le Peletier
75009 Paris
T. 33 (0)1 53 34 91 20
pseau@pseau.org

www.pseau.org

Antenne Lyon-Méditerranée
80, cours Charlemagne
69002 Lyon
T. 33 (0)4 26 28 27 91
lyon@pseau.org